MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION
R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
D I R E C T I O N G E N E R A L E
18, boulevard Adolphe Pinard -75675 PARIS CEDEX 14
6-18, rue Legrand - 92240 MALAKOFF
Tél. : 45.40.12.12 Téléc.: 204924 F INSEE

DEPARTEMENT ENTREPRISES
SERVICE DES ACTIVITES TERTIAIRES
DIVISION SERVICES

VM/PhT/GS

N° 52/DISE - Paris, le 11 Mai 1987

II

L'EXPERIENCE FRANCAISE

LE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES SUR LES SERVICES MARCHANDS
RENDUS AUX ENTREPRISES ET AUX MENAGES
AU COURS DES VINGT DERNIERES ANNEES

Par Ph. TROGAN
Chef de la Division Services
et V. MOYNE

Communication présentée à la 20ème conférence générale de l'IARIW (Août 1987 - Rome) sous le titre "Le développement des statistiques sur les services marchands au cours des vingt dernières années : l'expérience française".

S O M M A I R E

	Pages
1 - LES PRINCIPALES ETAPES DU DEVELOPPEMENT.....	4
1.1 - Des lacunes dans l'ignorance : la base 1962..	5
1.2 - A une connaissance limitée : la base 1971....	8
1.3 - A une connaissance : l'enquête annuelle d'entreprise et la base 1980.....	12
1.3.1 - L'enquête annuelle d'entreprise.....	12
1.3.2 - La base 1980.....	17
1.4 - A une connaissance détaillée : l'étape en cours.....	18
2 - LES ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'EXPERIENCE.....	20
2.1 - Presque tous les problèmes peuvent recevoir un début de solution.....	21
2.1.1 - Un exemple tiré de la comptabilité nationale : le produit services rendus aux entreprises dans le ta- bleau "entrées-sorties".....	21
2.1.2 - Un exemple s'appuyant sur l'enquête : le classement d'un "fourre-tout".....	24
2.2 - Les règles appliquées aux biens peuvent être adoptées pour les services dans presque tous les cas.....	27
2.2.1 - Pour l'enquête.....	27
2.2.2 - Pour la comptabilité nationale.....	27
2.2.2.1 - Les règles communes aux biens et aux services.....	27
2.2.2.2 - Les règles spécifiques concer- nant les services marchands	29
3 - LE ROLE MOTEUR DE LA COMPTABILITE NATIONALE DANS L'EXPERIENCE FRANCAISE.....	31
ANNEXE	
- Champ de l'Enquête annuelle d'entreprise dans les services marchands.....	33
BIBLIOGRAPHIE.....	34

LE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES SUR LES SERVICES MARCHANDS
AU COURS DES VINGT DERNIERES ANNEES : L'EXPERIENCE FRANCAISE

Les services marchands occupent dans la plupart des systèmes statistiques, une place à part. L'expérience française des vingt dernières années montre que presque toutes les règles utilisées pour décrire les autres activités peuvent leur être appliquées.

En effet, les services marchands sont de plus en plus soumis au régime de "droit commun".

Ainsi, les comptes nationaux sur les services marchands ont dû depuis toujours élaborer les mêmes données sur les produits (commodities) que ceux des autres activités en disposant de sources statistiques fragmentaires. Celles-ci se sont enrichies pour répondre aux besoins formulés en particulier par les responsables des comptes des branches de services. Aussi, nous avons centré notre analyse sur leur travail qui consiste principalement en l'élaboration "d'équilibres ressources-emplois" en produit dans le cadre de l'établissement du tableau "entrées-sorties" et sur les sources statistiques spécifiques qu'ils utilisent ou contribuent à créer.

Dans le domaine des "responsables de branche", le régime de droit commun suppose la confection de ces équilibres ressources-emplois à un niveau détaillé de la nomenclature commune aux activités et aux produits qui comporte actuellement 600 postes dont 100 pour les seuls services marchands. Les ressources sont essentiellement déterminées en utilisant les données comptables extraites des déclarations fiscales des entreprises assujetties aux régimes des Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) et des Bénéfices Non Commerciaux (BNC). La disponibilité de ces résultats fiscaux est tout à fait déterminante pour les travaux de comptabilité nationale et oriente très largement les méthodes d'évaluation. Ces données fiscales sont confrontées systématiquement à celles tirées des enquêtes annuelles d'entreprise. Ces statistiques permettent en particulier d'évaluer les ventes par secteur d'activité, ensem-

ble des entreprises ayant la même activité principale et les ventes par branche d'activité, ensemble des fractions d'entreprises de même activité (1).

Les équilibres ressources-emplois permettent d'établir des tableaux entrées-sorties en valeur et en volume à un niveau semi-agrégé de la nomenclature, environ 90 postes dont 11 pour les services marchands. Pour une année N, quatre versions complètes des comptes sont élaborées en fonction de la disponibilité des données à la fin des printemps N+1 à N+4. Ainsi à la mi-1987, les comptes 1986 provisoire, 1985 et 1984 "semi-définitifs" et 1983 définitif seront disponibles.

De plus, les méthodes et les évaluations sont réactualisées environ tous les 10 ans lors des changements de base, ce qui permet l'utilisation systématique de nouvelles sources statistiques.

Ces contraintes ont été déterminantes pour le développement des statistiques sur les services marchands au cours des vingt dernières années.

Même si l'information reste encore insuffisante, en particulier pour estimer le partage des emplois entre les différents utilisateurs de services, l'expérience acquise montre que même dans ces domaines, les règles appliquées aux autres produits peuvent ou pourraient s'appliquer.

1 - LES PRINCIPALES ETAPES DU DEVELOPPEMENT

La description faite ici est rythmée par les révisions complètes des séries appelées "changements de base" des comptes : c'est à leur occasion qu'ont lieu les modifications de concepts, mais surtout ils permettent d'améliorer la méthodologie et d'utiliser des nouvelles sources statistiques. Faisant suite à une quinzaine d'années d'expérimentation, se sont succédées les bases 1959, 1962, 1971 et maintenant la base 1980.

(1) : par la suite les mots "secteur" et "branche" sans autre indication, auront cette signification.

1.1 - DES LACUNES DANS L'IGNORANCE : LA BASE 1962

C'est pour l'élaboration de la base 1959, et surtout pour celle de la base 1962 que les services marchands entrent dans le régime de "droit commun" ; "l'équipe" de comptabilité nationale des services marchands composée à vrai dire d'un seul cadre, doit commencer à fournir chaque année pour les quatre comptes successifs, (un compte provisoire, deux comptes semi-définitifs, un compte définitif) des équilibres ressources-emplois détaillés, sous la même forme que pour l'industrie, le bâtiment et le génie civil, les transports...

Le compte des services marchands ne comporte alors qu'une trentaine de branches faisant chacune l'objet d'un équilibre. Bien évidemment les sources statistiques sont beaucoup moins complètes que sur les autres activités.

Les lacunes sont importantes : lacunes dans les sources statistiques et également lacunes dans la connaissance des différentes activités qui composent les services.

Les lacunes dans les sources statistiques ; seules les statistiques fiscales concernant les bénéficiaires industriels et commerciaux ont été immédiatement disponibles. Puis progressivement et surtout à partir de 1966, les statistiques fiscales concernant les professions libérales qui relèvent des bénéficiaires non-commerciaux l'ont été. Cependant, pour certaines sous-branches on ne disposait strictement d'aucune source sur la production. La cohérence et la logique du système de comptabilité nationale exigeant que chaque case soit remplie, il faut avoir recours à l'invention : "on met un chiffre dans une case parce qu'il le faut" (1) disait publiquement le responsable de branche des services, de manière honnête et lucide mais point désabusée ; l'absence de source sur une petite case ne doit pas

(1) : Propos repris dans un rapport du Conseil des Impôts.

empêcher de boucler le système et ne remet pas fondamentalement en cause la robustesse de l'ensemble. C'est ainsi que sur une petite activité, celle des "artisans mécaniciens ruraux", on ne possédait aucune source et il fallait inventer ; l'important étant alors que la série ne soit pas utilisée en tant que telle (1).

Lacunes également dans la connaissance des activités, qui se traduit par l'incapacité à juger de l'ordre de grandeur des différents flux qui les composent. Mais là, ce n'est point faute de sources. Cette connaissance existe, notamment dans les milieux professionnels ; ce qui pose problème c'est au contraire la multiplicité des activités et leur diversité qui génère un très grand nombre d'informations disparates. On sait qu'il y a peu de points communs entre un notaire, un coiffeur et un producteur de cinéma, et pourtant il faut bien trouver une approche commune pour traiter de façon pertinente ces différentes activités dans la comptabilité nationale. L'équipe de comptabilité nationale, même si elle était réduite à un seul individu, amassant, tel l'avare, le maximum d'informations sur le maximum d'activités de services, a eu pour rôle de rechercher cette méthode commune. Cette quête d'une méthode unifiée aurait sans doute été vaine s'il n'avait accepté de se soumettre aux opportunités pour développer quelques points forts, soit du point de vue des sources (enquêtes ponctuelles...), soit du point de vue de la connaissance des activités... On peut citer, par exemple, des enquêtes sur le crédit bail, sur les agents immobiliers, ou la publicité, des participations à des groupes de travail sur l'ingénierie, la publicité, le cinéma...

(1) : Dans ce cas précis la série a été publiée malgré les avis répétés du responsable de branche... qui sera fort étonné de découvrir quelques années plus tard dans une savante étude sur la production agricole que sa série était parfaitement corrélée avec celle du parc d'équipement de matériels agricoles...

Se créent ainsi des îlots de connaissance dans un océan d'ignorance ; la variété de ces travaux est alors un atout, puisqu'ils sont systématiquement utilisés dans la réflexion d'ensemble sur les services.

Si l'on ne possède pas toujours de sources adaptées sur la production, il est des sources qui sont facilement mobilisables sur la démographie des entreprises et surtout sur l'emploi, les salaires, les qualifications... Leur examen annuel détaillé peut permettre de mieux appréhender l'évolution des services surtout si l'on ne cède pas à la facilité qui consisterait à chiffrer directement la production à partir des séries d'emplois et d'hypothèses sur l'évolution de la productivité... solution qui peut paraître confortable à court terme mais est sclérosante à moyen et long terme.

Dans la mesure où les comptes des services marchands constituaient l'un des principaux points faibles du système de comptabilité nationale de la base 1962, il était très tentant, lors des arbitrages de synthèse entre les branches, de bousculer en priorité les évaluations faites sur les services marchands. L'exercice de chiffrage au niveau détaillé n'en était pas pour autant vain ; c'est l'obligation d'élaboration des équilibres ressources-emplois à ce niveau qui a permis de créer une amorce de "tradition" de connaissances sur les services et qui s'est d'ailleurs concrétisée par la rédaction d'un dossier "constat" pour la préparation du VIIème plan (1974) [1]. Ce document se présentait "sous la forme de différents dossiers, non liés directement entre eux, et éclairant différents aspects des services", mais il constituait également une première tentative de synthèse sur les services à travers la comptabilité nationale, puisqu'il abordait également différents thèmes horizontaux sur l'évolution de la productivité du travail dans les services marchands [2], sur celle de l'emploi, sur les rémunérations, sur les qualifications...

1.2 - A UNE CONNAISSANCE LIMITEE : LA BASE 1971

La confection de la base 1971 de comptabilité nationale a été mise à profit par l'équipe de comptabilité nationale des services marchands, portée à deux cadres et deux calculateurs, pour mettre en forme l'ensemble des informations existantes dans le cadre cohérent que constitue la comptabilité nationale.

Cet effort a été facilité par le fait qu'il existait déjà, grâce aux travaux antérieurs, une amorce de tradition de connaissance des services. Il a bénéficié aussi de l'insatisfaction des gestionnaires de la base 1962 (insatisfaction "créatrice") qui se trouvaient trop souvent réduits à l'invention et qui se sentaient victimes désignées des différents arbitrages de synthèse. Ils souhaitaient que cela change.

Un recensement systématique de différentes sources a alors été entrepris. Cette opération a confirmé qu'il n'existait pas de source générale et que peu de sources répondaient parfaitement et directement aux besoins des comptables nationaux, mais a révélé que le nombre des statistiques disponibles sur les services était cependant impressionnant si l'on y incluait les exploitations administratives et les enquêtes non officielles des professions. Toutes ces sources étaient très diverses et très hétérogènes, la difficulté pour le comptable national était alors la collecte régulière, la réflexion sur la mise en forme et l'utilisation de ces multiples sources dans le moule unique de la comptabilité nationale.

Un bon exemple de ce rassemblement de sources et de leur mise en forme est l'élaboration de la ventilation "en ligne" (par branche utilisatrice) de la consommation intermédiaire des produits "services rendus aux entreprises". En s'appuyant simultanément sur le bon sens, sur la logique et sur

des données parfois imparfaites, souvent hétérogènes, mais cependant disponibles, on s'est aperçu que l'on disposait de plus des deux-tiers des informations nécessaires. Ce point est développé plus loin à propos de la base 1980.

Il subsistait cependant d'énormes lacunes soit qu'il n'existât effectivement pas de source, soit plus fréquemment que les traitements ou les nomenclatures de comptabilité nationale fassent appel à des notions qui n'avaient pu encore être réellement prises en compte dans les statistiques. En particulier, le système de la base 1971 s'appuyait sur la nouvelle nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973). Le changement de nomenclature avait été décidé par décret, mais les statistiques avaient du mal à suivre le rythme. C'est à cette occasion que sont apparues une notion et une branche nouvelles : "l'action sociale marchande" couvrant des services situés entre l'hébergement et les services de santé. On ne possédait aucune statistique sur ce domaine dont les frontières avec les autres activités, en particulier avec "l'action sociale non marchande", restaient encore dans le plus grand flou. En base 1971, la production avait été chiffrée à 300 millions de francs 1971, mais elle aurait pu aussi bien l'être à deux milliards. Dix ans après, le contenu du poste est défini, les statistiques se sont adaptées aux nouvelles définitions et l'on a chiffré, en base 1980, la production distribuée de l'action sociale à douze milliards de francs 1980 (et à un milliard de francs pour 1971).

Le choix fait par les comptables nationaux a été de concentrer leur temps et leurs efforts sur les activités ou les sources qui permettaient d'améliorer significativement les choses, plutôt que de se lamenter sur l'absence quasi-totale de sources dans quelques domaines. La carence des statistiques sur l'action sociale marchande ne doit pas constituer un obstacle à

l'élaboration de séries sur les services rendus aux entreprises... Quelques domaines ont donc été traités très rapidement, laissés volontairement en friche, les améliorations étant reportées à la base suivante, ce qui sera effectivement fait.

De la base 1962 à la base 1971 on est ainsi passé d'un système de comptes de services d'une qualité très faible avec cependant quelques points forts à une qualité moyenne avec cependant quelques points très faibles (mais aussi des points forts).

Le nombre des séries élaborées s'est considérablement accru, puisque les équilibres ressources-emplois sont passés d'une trentaine en base 1962 à une centaine en base 1971 (le détail n'a pas été accru en base 1980).

"Une note de base", document reprenant l'ensemble des sources et des traitements a été élaborée de façon très détaillée (350 pages) [3] et reproduite à quelques centaines d'exemplaires. Ce document a notamment permis d'assurer la pérennité des traitements lors des changements des équipes de comptables nationaux ; il a aussi permis d'informer les spécialistes sur l'état des évaluations de la comptabilité nationale et de susciter leurs réactions.

La base étant achevée, des séries détaillées ont été rétropolées sur la période 1959-1969. Cette rétropolation ne s'est pas faite par un simple chaînage des séries de la base 1962 avec celles de la base 1971. Chaque compte de la période 1959-1969 a été élaboré avec le même détail, les mêmes traitements et, à quelques exceptions près, les mêmes sources, qu'un "compte courant définitif". En ce sens on peut dire qu'il s'agit bien d'une "vraie rétropolation".

Ainsi à l'issue de ces travaux de mise en place de la base 1971 (1974-1978) disposait-on de séries détaillées sur 16 ans (1959-1975) qui ont permis de faire une première analyse du développement des services, d'étudier l'évolution des coefficients techniques, des coefficients budgétaires, de l'emploi... Les deux volumes de collection publiés [4, 5] ont une présentation beaucoup plus homogène et systématique que le dossier "constat" élaboré en 1974, ce qui montre le chemin parcouru en cinq ans. Ces documents ont été actualisés par la suite [6] et l'on dispose actuellement de séries homogènes et détaillées sur plus d'un quart de siècle (1959-1985).

Pendant que se déroulaient les travaux d'élaboration de la base 1971, les statisticiens d'entreprises travaillaient à la définition d'une enquête générale sur les services marchands, dont la mise en place effective était prévue pour 1982, c'est-à-dire que ses résultats ne seraient utilisables que pour une future base (en fait la base 1980). Il faut souligner que les comptes nationaux n'ont pas pris prétexte de ce que l'information souhaitable ne serait disponible que pour une base ultérieure, pour prendre un profil bas pour la base 1971 (wait and see...). Comme le souligne Claude FONTAINE dans "L'expansion des services" (1987) [7], ouvrage qui utilise notamment la base 1971, "les données disponibles pour l'analyse des services en France se sont continuellement enrichies depuis une dizaine d'années : des nomenclatures nouvelles ont été adoptées, les rubriques de services multipliées et les mesures correspondantes de la production, de la consommation, de l'emploi couvrent maintenant des périodes assez longues... Les services sont devenus une catégorie à part entière, prise en compte pour elle-même et de façon détaillée, même si les nomenclatures laissent à désirer et si des lacunes particulières aux services subsistent... Les comptes nationaux actuels (1) n'intè-

(1) : Il s'agit des comptes de la base 1971 et non de ceux de la base 1980

grent pas les informations nouvelles qu'ont permis de rassembler les enquêtes d'entreprise sur les services lancées depuis 1982, mais il ne semble pas que, sauf sur certains postes, ces informations remettent gravement en cause les évaluations existantes".

1.3 - A UNE CONNAISSANCE : L'ENQUETE ANNUELLE D'ENTREPRISE ET LA BASE 80

1.3.1 - L'enquête annuelle d'entreprise

Si effectivement l'enquête annuelle d'entreprise dans les services ne remet pas gravement en cause les évaluations de la base 1971, elle permet cependant d'améliorer et d'affiner considérablement celles de la base 1980. Toutefois la mise en place de l'enquête ne répond pas uniquement aux besoins des comptes nationaux, loin s'en faut mais également à des demandes fréquemment répétées du Commissariat Général du Plan, des milieux professionnels, universitaires... Il faut noter que les coûts de l'enquête sont importants puisque l'enquête mobilise en permanence plus de 80 personnes dont 5 cadres et 8 contrôleurs pour l'interrogation, par sondage, d'un champ de 62 activités comptant 650 000 entreprises, l'échantillon annuel étant de 66 000 entreprises.

Les moyens sont donc sans commune mesure avec ceux nécessaires à l'élaboration d'une ébauche de système de comptabilité nationale sur les services marchands, et il en va de même pour l'investissement initial nécessaire à la définition de l'enquête et à la mise en place de l'opération en vraie grandeur.

Ce dernier investissement a compris deux phases :

- une phase exploratoire où ont été définies les principales options de l'enquête, pour répondre aux besoins exprimés tout en tenant compte des contraintes de moyens et de délais, moyens

de conception, moyens d'analyse programmation, moyens de gestion ; cette phase s'est déroulée de 1975 à 1979 et a inclus le lancement et l'exploitation d'une vaste enquête pilote de 20 000 questionnaires.

- une phase de mise en place de l'enquête en vraie grandeur qui a démarré en 1980 et s'est achevée en 1982 avec le lancement de la première enquête ; ce travail s'est appuyé sur les travaux de la phase exploratoire, notamment sur l'expérience de l'enquête pilote, et également sur l'expérience accumulée depuis 15 ans dans les autres enquêtes auprès des entreprises du secteur tertiaire, principalement le recensement de la distribution de 1966 et l'enquête annuelle d'entreprise auprès du secteur du commerce qui existe depuis 1972 [8].

La phase exploratoire a été la plus délicate, mais elle a été également riche d'enseignements directement assimilables par les comptes nationaux grâce en particulier à la collaboration très étroite entre les statisticiens d'entreprise et les comptes nationaux.

Les besoins pris en compte ne sont toutefois pas seulement ceux de la comptabilité nationale. Dans les milieux professionnels de services, les demandes les plus fréquemment formulées portent sur la connaissance, à un niveau très fin d'activité, de quelques données de base (nombre d'entreprises, de salariés, chiffre d'affaires...). De cette demande résulte l'une des spécificités de l'enquête services : la ventilation des recettes est demandée à un niveau très détaillé. Par ailleurs, pour satisfaire les besoins d'information, notamment ceux de la comptabilité nationale et de l'analyse économique, il est nécessaire de distinguer les différents flux concourant à la production. Or dans les services, la connaissance du chiffre d'affaires n'est pas suffisante pour déterminer de façon homogène la production. Il y a souvent mélange étroit de prestations de services et "d'achat-revente". Selon le type d'activité exercée et également selon le mode de facturation ou

de comptabilisation, le chiffre d'affaires peut varier considérablement ; ainsi il ne permet pas de comparer le niveau d'activité des entreprises et encore moins par agrégation, de déterminer l'activité du secteur. D'où la nécessité de bien connaître les dépenses. A travers les résultats de la ventilation du chiffre d'affaires et de celle des dépenses, on peut isoler les "achats pour revente" et les différents "échanges intersectoriels". On peut ainsi chiffrer de façon homogène la "production" ou la "marge" par entreprise, et, à l'issue de ce processus, le niveau réel d'activité de chaque secteur.

Compte tenu des exigences de l'enquête services, interrogation de 62 activités très diverses et souvent complexes, ventilation détaillée du chiffre d'affaires (environ 400 codes produits différents pour 62 activités) et également ventilation détaillée des dépenses (une trentaine), il s'est posé un choix fondamental dans la conception de l'enquête : fallait-il adapter à chaque activité ou groupe d'activités un questionnaire particulier, ce qui revenait à faire dix ou vingt enquêtes différentes, même si elles présentaient des similitudes au niveau d'un tronc commun, ou fallait-il une enquête unique, traitant de l'ensemble des activités ? C'est cette dernière option (beaucoup moins coûteuse que l'autre) qui a été retenue. Ce choix est finalement moins contraignant qu'il n'y paraît au premier abord. En pratique, et en simplifiant un peu, on peut retenir que pour la conception et le traitement informatique, il n'y a qu'une seule enquête, mais qu'au niveau de la gestion (travail, notamment d'apurement par les gestionnaires) et du contenu des tableaux de résultats, il y a bien plusieurs enquêtes.

Ces options étant retenues, le "tronc commun" à l'ensemble des questionnaires de l'enquête service (au nombre de 18) a été défini ; il est d'ailleurs extrêmement proche de ceux

des autres enquêtes annuelles d'entreprise, mais il a fallu aussi déterminer des ventilations de chiffre d'affaires et de dépenses adaptées à chaque activité. Il s'agit là d'un travail considérable.

Pour la vingtaine d'activités où les comptables nationaux avaient une solide tradition de connaissances, l'élaboration de ces codes n'a pas été trop délicate, mais pour les quarante autres ce sont les statisticiens d'entreprise qui ont rassemblé une documentation très importante, ensuite utilisée par les comptables nationaux. En effet, si dans ces domaines, il avait été possible (même si cela n'est pas souhaitable), d'élaborer des équilibres ressources-emplois à partir d'une connaissance relativement sommaire des différentes activités qui les composent, il n'en va pas de même pour fabriquer un questionnaire détaillé destiné aux entreprises. La qualité des résultats d'une enquête est très directement dépendante de la pertinence et de l'adaptation des questions posées et de leur formulation.

L'enquête pilote lancée auprès de 20 000 entreprises de services sur l'année de constat 1977 a montré que les options prises étaient raisonnables, que les entreprises y compris les petites entreprises, notamment celles n'ayant aucun salarié, étaient capables de répondre à un questionnaire très détaillé au niveau de la ventilation du chiffre d'affaires et enfin, point important et jusque là mal cerné, que les professions libérales étaient capables de répondre à un questionnaire s'appuyant sur le plan comptable général (1) [9].

En mars 1982 l'enquête services a été lancée pour la première fois (sur l'année de constat 1981) auprès de six secteurs d'activités relevant de l'ingénierie et de la publici-

(1) : les professions libérales étaient astreintes à des obligations comptables moins complètes que les professions industrielles ou commerciales, leurs déclarations fiscales ne faisaient pas référence au plan comptable général.

té. En mars 1984 (année de constat 1983), l'enquête a atteint l'ensemble du champ prévu, soit 62 numéros d'activité (1) et 60 000 questionnaires. A partir de mars 1987 l'échantillon a été conservé par moitié et il est prévu d'étendre l'échantillon à 90 000 questionnaires de façon à pouvoir obtenir des résultats fiables au niveau régional pour les activités où les données d'entreprise ou d'établissement ont un sens au niveau local.

La qualité des réponses est satisfaisante ; pour l'enquête lancée en mars 1986 sur l'année de constat 1985, 65 000 questionnaires ont été envoyés ; le taux de non-réponse a été de 11 % ce qui n'est pas très élevé compte tenu de ce que l'on interroge beaucoup de très petites entreprises (0 à 5 salariés) ; le taux de reconstitution de données manquantes ou erronées pour les entreprises ayant répondu est faible, c'est ainsi que l'on reconstitue pour 7 % des dossiers les dépenses ou leur ventilation, si l'on raisonne en terme de dossiers, mais de 3 % seulement en terme de montants. Les délais de sortie des résultats peuvent également être considérés comme corrects puisque les résultats définitifs de l'enquête lancée fin mars 1986 ont été disponibles le 15 janvier 1987.

L'enquête apporte de nombreux enseignements pour la comptabilité nationale. On en citera deux. Elle permet d'obtenir un bon classement des entreprises suivant leur activité principale, ce qui n'est pas toujours le cas des statistiques fiscales. Pour les professions libérales, elle permet enfin de connaître les investissements alors que l'on ne possédait jusqu'ici aucun renseignement chiffré sur ce domaine.

(1) : Les activités relevant de la santé et de la plupart des services récréatifs ne font pas partie du champ d'interrogation de l'enquête services, le champ de l'enquête est repris en annexe.

1.3.2 - La Base 1980 :

Les méthodes et les sources utilisées pour effectuer les comptes en base 1980, héritières des méthodes et sources de la base 1971, se sont enrichies en intégrant les apports méthodologiques effectués au niveau du cadre central et les résultats fournis par l'enquête annuelle d'entreprise dans les services marchands. Cette assimilation s'est révélée comme un renforcement des outils de la base 1971 permettant de meilleures évaluations des équilibres ressources-emplois, mais aussi comme un puissant révélateur des incohérences et des faiblesses de certains comptes des services, qui ont pu ainsi être améliorés.

Au niveau méthodologique, la base 1980 accorde aux statistiques par secteur institutionnel ventilées par activité principale un rôle directeur dans l'établissement des ventes, des productions et des valeurs ajoutées des branches. Pour la plupart des services, les ventes de secteur jouaient déjà un rôle prééminent dans la détermination de la production, mais l'utilisation des valeurs ajoutées n'était qu'amorcée.

Au niveau des sources, l'enquête annuelle d'entreprise dans les services permet d'améliorer de manière décisive le classement des entreprises par secteur d'activité, opération clé dans la détermination de tous les agrégats sectoriels. Elle fournit également la ventilation du chiffre d'affaires des entreprises par produits fins et des données sur les achats pour revente et intraconsommations. Ces statistiques permettent ainsi d'évaluer les ventes des branches et la production au sens des comptes nationaux, à partir des ventes des entreprises classées suivant leur activité principale.

Pour la base 1980, l'évaluation des ressources en services marque donc un très réel progrès, même si les résul-

tats de l'enquête n'étaient pas disponibles pour l'ensemble des produits lors de l'établissement de la période de base, et que l'utilisation progressive des nouvelles informations, en améliorant les évaluations en niveau absolu, cause ponctuellement des problèmes en évolution.

Si pour les produits bien connus, la base 1980 confirme effectivement les résultats de la base 1971, elle permet également une évaluation pour des produits moins bien identifiés en utilisant les méthodes communes basées sur les statistiques fiscales et les enquêtes annuelles d'entreprise. Pour les domaines non enquêtés, essentiellement la santé et l'action sociale, d'autres sources d'informations ont été mobilisées en particulier les remboursements effectués par la sécurité sociale. Les estimations obtenues à partir d'une seule source restent fragiles car seules la confrontation de différentes sources et la connaissance complète des circuits professionnels permettent une réflexion critique sur les données.

L'information et les méthodes concernant le partage des emplois entre utilisateurs ont peu évolué entre les deux bases. Cependant, les résultats obtenus bénéficient de l'amélioration des évaluations concernant les ressources et permettent d'interpréter l'évolution des services, ce qui sera développé dans la seconde partie.

1.4 - A UNE CONNAISSANCE DÉTAILLÉE : L'ÉTAPE EN COURS

Ainsi qu'il a été indiqué, l'enquête annuelle d'entreprise dans les services permet d'obtenir une ventilation du chiffre d'affaires à un niveau très détaillé puisqu'aux 62 activités interrogées correspondent environ 400 "codes-produits".

La liste des "codes produits" de l'enquête n'est pas figée et est modifiée en fonction de l'évolution effective des activités (certaines activités se créent ou se développent), et également en fonction de l'amélioration des connaissances des différents services.

Ces ventilations permettent de mener des analyses fines utiles à la comptabilité nationale (analyse de flux) et constituent une base de données précieuse pour les études notamment sur la diversification et la spécialisation de différents services [10].

A partir de ces ventilations de chiffre d'affaires par produit, on peut déterminer l'activité principale des entreprises à un niveau plus fin que le niveau 600. Un travail en cours qui devrait être achevé à l'été 1987 permet d'isoler à ce niveau les effectifs, la valeur ajoutée, les investissements, les ventilations du chiffre d'affaires..., bref toutes les données disponibles dans l'enquête.

Cette ventilation fine est particulièrement utile lorsque les niveaux "600" d'activités sont très importants (par exemple, "cabinets d'études techniques", 92 000 salariés en 1985, "cabinets juridiques et offices publics et ministériels", 85 000 salariés...) ou très hétérogènes par exemple "services personnels divers", ou encore présentent ces deux caractères, par exemple "services divers rendus aux entreprises", 131 000 salariés en 1985. Cette exploitation par activité fine répond aux besoins exprimés par les professionnels ; elle permet également et oblige à mieux préciser les nomenclatures.

Voici un exemple, peu important mais éclairant, qui est celui des "services personnels divers" qui comptent 4 700 entreprises, 2 000 salariés et 5 000 non-salariés en 1985.

L'intitulé du poste est à vrai dire peu explicite. Dans l'exploitation détaillée on isole, entre autres, les activités suivantes :

- Agences matrimoniales, 550 entreprises et 230 millions de francs de chiffre d'affaires
- Graphologie, 260 entreprises et 50 millions de chiffre d'affaires
- Cartomancie, chiromancie, radiesthésie, 1 500 entreprises et 110 millions de chiffre d'affaires
- Toilettage et pensions d'animaux, 1 400 entreprises et 180 millions de chiffre d'affaires

Ces chiffres sont à examiner avec précaution, car le plan de sondage est fait au niveau "600" d'activité et non au niveau plus fin, ils sont cependant plus éclairants que ceux du poste "services personnels divers" et la comparaison de plusieurs exploitations successives permet de confirmer les ordres de grandeurs.

En observant les ventilations du chiffre d'affaires de chaque activité, on constate, comme on pouvait s'y attendre, que ces services "divers" sont en fait très spécialisés ; en effet on imagine mal une agence matrimoniale faisant du toilettage d'animaux à titre secondaire.

L'exemple d'analyse du poste "services divers rendus aux entreprises" repris plus loin, est encore plus éclairant.

2 - LES ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'EXPERIENCE

Le développement des statistiques sur les services au cours des vingt dernières années, c'est tout d'abord la masse d'informations disponibles grâce à l'enquête annuelle dans les services, mais aussi les solutions trouvées pour pallier le manque de données. Ainsi l'expérience acquise permet d'affirmer que presque tous les problèmes peuvent recevoir un début de solution et que les règles appliquées aux biens peuvent être adoptées pour les services dans presque tous les domaines.

2.1 - PRESQUE TOUS LES PROBLEMES PEUVENT RECEVOIR UNE SOLUTION

En effet, une réflexion systématique permet, soit de découvrir des données, soit d'élaborer des estimations à un coût inférieur à celui pressenti, comme le montrent les deux exemples suivants :

2.1.1 - UN EXEMPLE DE COMPTABILITE NATIONALE : LE PRODUIT SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES DANS LE TABLEAU ENTREES-SORTIES :

La ventilation des consommations intermédiaires du produit services rendus aux entreprises entre les différentes branches clientes permet d'expliquer le développement de ces services et revêt donc une importance primordiale. Faute de disposer de sources issues des "utilisateurs", la ventilation en ligne a été établie en base 1971 à partir de sources propres à chaque activité de services. La même démarche a été suivie pour la base 1980.

Il n'existe pas de source complète analysant les marchés auxquels sont destinés les services produits. Mais cependant la ventilation entre les utilisateurs de services peut être obtenue par l'adoption de trois types de démarches :

- l'utilisation des quelques enquêtes existantes sur ce domaine
- la prise en compte simultanée de la nature des activités, qui éclaire souvent sur la destination du produit et de la logique de construction des comptes.
- l'adoption d'hypothèses vraisemblables concernant la ventilation des consommations intermédiaires des produits pour lesquels on ne dispose pas d'information.

Les enquêtes ou exploitations administratives disponibles concernent essentiellement la publicité, le travail temporaire, la formation professionnelle, la recherche marchande et les services informatiques. Le champ couvert par ces différentes enquêtes est très variable et le niveau de ventilation entre les branches marchandes utilisatrices qu'elles permettent l'est lui aussi.

En fait ces enquêtes permettent de déterminer des clefs pour ventiler les consommations du produit concerné par branche cliente ; elles ne peuvent généralement pas être directement utilisées pour en estimer les niveaux.

La nature des activités définies par les nomenclatures donne parfois des informations suffisamment précises pour déterminer la branche utilisatrice. Par exemple, la production des auxiliaires d'assurances (agents et courtiers) n'est consommée que par la branche assurances.

Plus généralement, c'est la conjonction de la nature des activités et des méthodes de construction des comptes nationaux qui permet de fixer le niveau de certaines consommations intermédiaires.

Ainsi, la production des architectes et des métresseurs est consommée par la branche bâtiment et travaux publics. Ces montants sont considérés comme participant à la valeur du bâtiment, sous forme de production imputée, puis en formation brute de capital fixe en ce même produit. Dans ce cas, on a donc conjointement une activité déterminée liée à une autre bien clairement définie et un circuit comptable associant certains services aux biens qui leur sont associés.

Un circuit comptable analogue est appliqué pour l'ingénierie, en utilisant la ventilation fine des activités fournie par l'enquête annuelle dans les services, qui distingue l'ingénierie en bâtiment et infrastructure, de l'ingénierie en indus-

trie. Ces études techniques sont consommées par les branches qui produisent les biens concernés. Elles font l'objet d'une production imputée à ces biens, qui est immobilisée. Dans les deux cas étudiés, la fixation des consommations intermédiaires s'impose par cohérence entre les différents flux comptables.

Après les deux étapes précédentes, environ 60 % des services marchands aux entreprises sont ventilés entre les différentes branches marchandes dans la base 1980.

Pour les 40 % restants, la ventilation pour la période de base est effectuée en fonction des données de la base précédente, des données connues sur les consommations intermédiaires des autres branches en services et des arbitrages. Pour les années courantes, on applique au "non ventilé" l'hypothèse classique de constance des coefficients techniques avec répartition proportionnelle du solde.

En conclusion, trois points seront soulignés :

- l'information disponible sur les marchés des services est insuffisante pour estimer directement les consommations intermédiaires en services, sauf dans le cas de la recherche marchande et de la publicité. Ces données ne permettent donc pas un contrôle des estimations des niveaux des consommations intermédiaires issus des données sur les ressources.
- la ventilation entre les différentes branches marchandes du non ventilé peut subir des modifications lors de l'arbitrage entre les différentes branches.
- mais, ces limites ne remettent pas en cause l'apport majeur que constitue la détermination de la ligne du tableau entrées-sorties à partir de données observées et non par des méthodes automatiques. Les évolutions des consommations intermédiaires ont donc une valeur explicative des tendances des services rendus aux entreprises.

2.1.2 - Un exemple s'appuyant sur l'enquête : le classement d'un "fourre-tout"

Faute de classement et d'analyse détaillée les services marchands sont très souvent considérés comme un "fourre-tout", ce qui dissuade de pousser plus loin l'analyse.

Même si l'on tente malgré tout l'exercice, on retombe sur de très beaux "sous-fourre-tout", ce qui peut être quelque peu décourageant ; un bel exemple est celui du secteur "services divers rendus aux entreprises" dont l'intitulé n'est pas plus explicite que celui des "services personnels divers" évoqué plus haut, mais dont l'importance économique est considérable puisqu'en 1985, les 20 000 entreprises du secteur réalisent 41 milliards de francs de chiffre d'affaires dont 39 milliards dans leur activité caractéristique, 22 milliards de valeur ajoutée et occupent 161 000 personnes dont 131 000 salariés.

Pour éclairer le contenu, on ne dispose a priori que des notices explicatives de la nomenclature d'activités et de produits : "ce poste comprend notamment, surveillance, transport de fonds, enquêteurs privés, conseils et bureaux d'études sans personnel qualifié".

L'explicitation étant aussi floue que le titre de la rubrique, ce poste a tendance à être un "attrape-tout" ; lorsqu'on hésite sur le classement en activité d'une entreprise, il est tentant de choisir les "services divers" dont l'intitulé est "ouvert". Pour cette raison, on s'est interdit, lors de l'élaboration de la nomenclature de l'enquête service, d'utiliser une rubrique "services divers rendus aux entreprises", il a donc fallu élaborer une nomenclature très détaillée qui n'autorise qu'exceptionnellement le choix du poste résiduel.

Lors de l'enquête pilote sur les services, une première nomenclature d'une dizaine de postes élémentaires a été élaborée. A partir de l'examen des questionnaires de l'enquête pilote, une nouvelle nomenclature de quinze postes a été définie, puis d'enquête en enquête la mise au point chaque année de ventilation de plus en plus détaillée des recettes, à partir de l'examen des questionnaires, a permis de mieux connaître l'activité et donc d'affiner les nomenclatures ; il existe malgré tout un résidu "fourre-tout" ; celui-ci représentait 31 % du chiffre d'affaires dans l'activité en 1982, première année d'enquête en vraie grandeur, 22 % en 1983, 18 % en 1984. Pour l'exercice 1985, dernière année où les résultats sont disponibles, il y a une trentaine de rubriques élémentaires de ventilation de chiffre d'affaires (on n'en reprend que 18 dans le tableau qui suit), le résidu "fourre-tout" représente 13 % du chiffre d'affaires dans l'activité ; les entreprises sont classées dans 25 activités principales différentes . La dernière rubrique introduite, "services des sociétés civiles de moyens" qui correspond à une nouvelle forme d'activité a permis d'isoler 7 000 entreprises réalisant 3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Ainsi après quatre itérations, 87 % des entreprises et du chiffre d'affaires sont identifiés avec précision : le fourre-tout a disparu.

EXEMPLE DE CLASSEMENT D'UN FOURRE TOUT

Ventilation des recettes en produits
"Services divers rendus aux entreprises" - Année 1985 -
 Unité : million de francs

77141	. Transports de fonds.....	1 571,2
77142	. Surveillance, gardiennage.....	5 168,7
77144	. Renseignements commerciaux.....	244,2
77145	. Enquêtes privées.....	167,8
77147	. Gestion de commandes, de livraisons, de facturations.....	2 551,9
77148	. Conditionnement, emballage à façon.....	1 551,8
77149	. Fabrication de maquettes.....	227,8
7714A	. Dessin de mode, fabrication de patrons, création de dessin sur tissus.....	601,3
7714B	. Location, mise à disposition de personnel.....	1 865,5
7714C	. Refacturations de prestations de services non fournies par l'entreprise.....	2 982,0
7714H	. Redevances de marques, licences, franchise.....	833,3
7714J	. Expertise du coût des sinistres.....	1 827,8
7714K	. Assistance technique aux membres d'un groupement (1).....	2 710,0
7714L	. Assistance technique rendue à des tiers.....	859,6
7714P	. Services des sociétés civiles de moyens.....	2 947,5
7714P	. Expertise sai.....	653,0
7714U	. Services d'activités auxiliaires rendus aux entreprises du groupe (2).....	7 714,1
7714V	. Services divers rendus aux entreprises, sai.....	4 963,8
7714	. TOTAL.....	39 441,3

(1) : Association d'entreprises indépendantes dans le cadre d'une structure : Groupement d'intérêt économique....

(2) : Services communs aux entreprises d'un même groupe, mais sans rôle d'état-major.

2.2 - LES REGLES APPLIQUEES AUX BIENS PEUVENT ETRE ADOPTEES POUR LES SERVICES DANS PRESQUE TOUS LES DOMAINES

2.2.1 - Pour l'enquête :

La mise au point et l'exploitation de l'enquête le montre puisque précisément la principale difficulté rencontrée lors de l'élaboration de l'enquête service est que souvent les services ne sont pas "purs", qu'il y a un mélange étroit d'activité de fabrication, de commerce (achat-revente) et de prestations de services pures. Pour répartir les activités des entreprises suivant les différentes formes il est nécessaire de disposer de cadres pertinents tout à la fois pour les activités de fabrication, de commerce, de construction immobilière et de services.

2.2.2 - Pour la comptabilité nationale :

Il existe des règles communes et des circuits spécifiques.

2.2.2.1 - Les règles communes aux biens et aux services

Les responsables de branche des Services doivent comme on l'a dit fournir des équilibres ressources-emplois au niveau détaillé pour les comptes définitifs, semi-définitifs et provisoires en valeur et en volume.

Ceci nécessite la synthèse des informations concernant les ressources et l'éclatement de celles-ci entre les différents emplois.

En particulier, les mêmes concepts de ventes, de production, de prix, d'exportations et d'importations sont utilisés.

Ces principes semblent justifiés, mais on ne l'expliquera ici que dans le cas de la production.

La détermination de la production des services est souvent abordée de manière spécifique pour tenir compte de rétrocessions d'honoraires ou de prestations de services et d'achats pour revente diminués des variations de stocks associées, fréquents dans ces activités. La détermination de ces éléments est capitale pour évaluer la marge des professions services, en particulier pour l'ingénierie, la promotion et publicité. Les rétrocessions d'honoraires ou de prestations services ne sont en fait qu'une illustration de la question de la sous-traitance et du travail à façon ; problème analogue à celui rencontré dans la couture ou le travail des métaux. L'enquête annuelle d'entreprise a permis d'éclairer, puis de chiffrer les flux découlant des arrangements concernés.

Les achats pour revente posent deux types de problèmes, l'un méthodologique, la détermination des activités produites concernés, et l'autre de mesure des flux. La frontière entre les notions d'achats pour revente et consommation intermédiaire n'est pas toujours aisée à tracer pour les différentes activités. La solution pragmatique adoptée s'est aussi appuyée sur les résultats de l'enquête annuelle dans les services. Mais, la solution retenue pour les activités d'études, de conseils et d'assistance et celle retenue pour les activités de location ont été différentes, bien que dans les deux cas les entreprises déclarent des achats pour revente. Dans le premier cas, on a considéré que les achats correspondent à une prestation accessoire aux études techniques ou que le prestataire de service est seulement mandataire de son client : une ligne de doubles comptes a donc été introduite dans les équilibres ressources-emplois et les achats comptabilisés chez le client. Dans le second cas, on a considéré que les loueurs exercent une activité secondaire de commerce qui doit être retracée dans la branche correspondante, et fait donc l'objet d'un "passage secteur-branche".

L'enquête a ensuite fourni les principaux éléments nécessaires pour mesurer les "achats pour revente" qui concernent essentiellement l'ingénierie et la promotion immobilière. Les variations de stocks de l'ingénierie ont été évaluées à partir des comptes des entreprises classées par activité principale. En revanche, les variations de stocks des promoteurs sont estimées à partir d'enquêtes et d'informations liées aux professions du bâtiment. La confrontation entre ces données évaluées dans une optique produit (logement, bureaux essentiellement) et les estimations tirées des comptes des entreprises classées dans le secteur de la promotion montre toute la difficulté d'assurer la cohérence entre les données sur les produits et celles tirées des comptes d'entreprise. La principale difficulté est d'identifier les produits couverts par les statistiques issues des comptes de secteur et de trouver parallèlement des enquêtes ou des informations sur ces différents produits. En conséquence les évaluations "secteur" sont très certainement plus exhaustives, mais plus difficilement analysables en terme de contenu que les estimations "produit".

Pour tous les services, la production a donc pu être estimée à partir des ventes des entreprises, même si les évaluations restent encore fragiles en particulier pour la promotion.

2.2.2.2 - Les règles spécifiques concernant les services marchands :

La formation brute de capital fixe en services et les variations de stocks producteurs des branches services n'existent pas dans le système actuel à l'exception des frais liés aux transferts de propriété, essentiellement constitués de droits d'enregistrement, de frais notariaux et des honoraires de transactions versés aux agents immobiliers.

Dans les faits, il existe des travaux en cours importants, en particulier dans l'ingénierie. Une des innovations de la prochaine base pourrait être de les intégrer.

Le cas de la formation brute de capital fixe n'est pas traité de façon unique. Seuls les frais liés aux transferts de propriété sont traités directement comme F B C F du produit services. Mais une partie importante des services est en fait incluse dans la F B C F via des circuits spécifiques, comme il a été vu précédemment, dans le cas des frais d'architecte et d'ingénierie. L'idée sous-jacente est de n'immobiliser les services que comme élément de la valeur des biens qui leur sont associés. Dans ce cas, le statut des services est différent de celui des biens qui sont seuls considérés comme accumulables. Cette méthode a l'avantage de fournir des évaluations, par exemple du logement, y compris frais associés, mais fausses, l'on n'y prend garde, l'appréciation que l'on peut porter sur l'évolution des consommations intermédiaires de la branche construction.

Dans ce domaine, l'approfondissement des travaux conceptuels sur l'investissement devrait permettre d'assurer les fondements d'une approche commune pour les biens et les services.

Les règles adoptées pour les biens semblent pouvoir s'appliquer complètement aux services, même si cela n'est pas le cas actuellement dans la base 1980. Cependant, l'application des mêmes concepts pose en pratique des problèmes de mesure spécifiques aux services en raison du caractère flou des frontières avec le commerce et les opérations financières et l'existence du secteur non marchand.

3 - LE ROLE MOTEUR DE LA COMPTABILITE NATIONALE DANS L'EXPERIENCE FRANCAISE :

Dans l'étude et l'analyse des services, la comptabilité nationale a joué un rôle moteur tout au long de ces vingt dernières années en définissant des besoins en connaissance statistique, en effectuant la synthèse des informations et en fournissant des données cohérentes pour l'analyse économique des services. Mais, aujourd'hui l'enquête permet de développer des aspects nouveaux qui enrichissent considérablement les possibilités d'investigation sur les services marchands.

La confection des comptes nationaux nécessite, d'une part des données sur les ventes des entreprises, leur ventilation entre les différentes branches et les passages "ventes-production" à un niveau fin, et d'autre part des informations sur le partage des emplois de chaque produit. Les besoins en connaissance statistique sont donc à la fois très variés et très importants. En particulier, la nécessité d'une enquête annuelle dans les services s'imposait ainsi que le rassemblement de l'ensemble des informations disponibles sur le partage des emplois. La réalisation de ces travaux a permis de couvrir une large partie des besoins pour la base 1971 et surtout pour la base 1980, comme il a été montré précédemment, en particulier pour la ventilation des consommations intermédiaires de services entre les différentes branches marchandes, le passage "ventes-production" et la connaissance du contenu des nomenclatures.

Le rôle de synthèse de la comptabilité nationale est son principe même. Il permet dans le cas des services marchands d'intégrer des informations diverses et de prouver leur pertinence face aux données concernant les autres activités. Il explicite en particulier les raisons du poids considérable des services marchands et de leur développement dans l'économie nationale.

Les résultats fournis par la comptabilité nationale ont permis et permettent d'effectuer des analyses sur les services sur longue période comme l'a amplement démontré Clau FONTAINE dans son étude sur les services [7]. Mais dans ce domaine, les autres informations et en particulier les résultats de l'enquête permettent de couvrir des domaines beaucoup plus étendus : analyses par taille des entreprises, études à un niveau plus fin que la nomenclature en 600 postes, comptes par secteur d'activité également à un niveau fin. Les apports de l'enquête sont également fondamentaux dans le domaine de l'emploi et des investissements et constituent un fonds très riche pour étoffer et surtout construire des données plus fines que celles de la comptabilité nationale.

En matière de comptabilité nationale des services marchands, il reste de nombreux progrès possibles ou souhaitables. Possibles car en fait les sources existent ; il suffit alors de les rassembler, les analyser et les mettre en forme. Ainsi on peut améliorer la connaissance des "colonnes" du tableau entrées-sorties qui explicitent les consommations intermédiaires des branches de services. Souhaitables, mais cela nécessite la mise à disposition de sources ou d'analyses nouvelles ; on peut penser notamment à une amélioration de la connaissance des prix des services rendus aux entreprises (ceux des services rendus aux ménages étant connus par les travaux sur les prix de détail) par le lancement de questionnaires auprès des entreprises de publicité, d'ingénierie... portés sur des "devis-types" à l'instar de ce qui est fait pour le coût de la construction.

Champ de l'enquête annuelle d'entreprise dans les services marchands

6501. Récupération de ferrailles et métaux non ferreux	
6502. Récupération de produits divers	
6601. Réparation de chaussures et articles en cuir	
6602. Réparation d'appareils électriques ménagers	
6603. Réparation de montres et horloges de bijouterie	
6604. Réparations non désignées ailleurs	
6701. Restaurants et cafés-restaurants	
6702. Canteens	
6703. Traiteurs	
6704. Débits de boissons (sans spectacle)	
6705. Cafés-tabacs	
6706. Débits de boissons avec spectacle	
6707. Cafés associés à une autre activité	
6708. Hôtels avec restaurant	
6709. Hôtels sans restaurant	
7307. Entrepôts autres que frigorifiques	
7408. Agences de voyage	
7410. Routage	
7701. Cabinets d'études techniques	
7702. Cabinets d'études économiques et sociologiques	
7703. Cabinets d'études informatiques et d'organisation	
7704. Travaux à façon informatiques	
7708. Cabinets d'architectes	
7708. Cabinets de maître et géomètre	
7707. Cabinets de conseils en information et documentation	
7708. Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	
7709. Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	
7710. Créateurs et intermédiaires en publicité	
7711. Régies publicitaires	
7712. Travaux à façon divers	
7713. Prestation temporaire de personnel	
7714. Services divers rendus aux entreprises	
7802. Auxiliaires d'assurances	
7901. Promotion immobilière	
7902. Promotion en infrastructure	
7903. Supports juridiques de programmes	
7904. Administration d'immeubles	
7905. Administration d'infrastructures	
7908. Agences immobilières	
8001. Location de machines et équipements agricoles	
8002. Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	
8003. Location de matériel de bureau	
8004. Location de voitures particulières	
8005. Location de wagons	
8008. Location de biens de consommation	
8008. Location d'autres biens d'équipement	
8111. Location de logements	
8121. Location d'immeubles industriels et commerciaux	
8602. Production de films	
8603. Distribution de films	
8604. Gestion de salles de cinéma	
8701. Laverie - blanchisserie - teinturerie de détail	
8702. Blanchisserie et teinturerie de gros	
8703. Salons de coiffure	
8704. Esthétique corporelle	
8705. Services funéraires	
8708. Studios de photographie	
8707. Services personnels divers	
8708. Services de nettoyage	
8709. Enlèvement des ordures	
8710. Autres services d'assainissement	

Remarques :

1 - Réparation et commerce de l'automobile (6501 à 6506) relèvent de l'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce.

2 - Santé (Services marchands) (8401 à 8414), Action sociale (8501 à 8504) et certains services spécifiques rendus aux entreprises ou aux ménages (7600 : holding, 7715 : ordres et syndicats professionnels, 7801 : auxiliaires financiers, 6711 : foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs, résidences universitaires, 6712 et 6713 : installations d'hébergement, 82 et 83 : enseignement et recherche marchands, 8601 et 8605 à 8612 : services récréatifs, culturels et sportifs marchands hors cinéma) sont hors champ des enquêtes annuelles d'entreprise.

3 - L'activité wagons-lits et wagons-restaurants (6710) est prise en compte dans l'enquête service, mais les résultats la concernant ne sont pas publiés.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] : Martine AUBERT, Philippe TROGAN
 - Dossier constat "Services" - Dossier statistique étab
 à la demande du Commissariat Général au Plan en vue d
 la préparation du VII^e Plan.
 - INSEE - volume "Rectangle", février 1974
- [2] : Martine AUBERT, Philippe TROGAN
 "Les gains de productivité dans les services tradition-
 nels et modernes"
 - INSEE "Economie et Statistique" n° 55, avril 1974
- [3] : Martine AUBERT, Philippe TROGAN
 "Note de base de la branche U 10, Services marchands"
 - INSEE - volume rectangle 1978
- [4] : Philippe TROGAN
 "Les Services marchands rendus principalement aux entre-
 prises 1960-1974"
 - Collection de l'INSEE - Volume E 59, février 1979
- [5] : Martine AUBERT, Philippe TROGAN
 "Les Services marchands rendus principalement aux
 ménages 1960-1975"
 - Collection de l'INSEE - Volume E 70, janvier 1980
- [6] : Michel BRAIBANT
 "L'Economie des Services marchands de 1960 à 1980"
 - INSEE "Archives et Documents", n° 37 - novembre 1981
- [7] : Claude FONTAINE
 "L'Expansion des services - un quart de siècle en Franc
 et dans le monde développé"
 - 3 tomes - Rexservices - mars 1987
- [8] : Philippe TROGAN
 "Les enquêtes d'entreprises sur les commerces et les se
 vices : du recensement de la distribution à l'enquête
 commerce de troisième génération ; le cas de l'enquête
 services"
 - Séminaire de recherche du 15 mai 1986, document inter
 INSEE (93 pages).
- [9] : Christian HESSE
 "L'enquête pilote sur les services"
 - INSEE "Courrier des statistiques", n° 4, Octobre 1977
- [10] : J. BONAMY, B. COLPIN-GUERINI, A. MAYERE
 M. ROUSSET-BESCHAMP
 "Les Services dans le système productif ; étude des res-
 sources de la base Enquête annuelle dans les services"
 CEDES 1986 (Lyon).